

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Politique alimentaire et agriculture urbaine**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### **Absents :**

Philippe SAUREL.

## **Mise en place d'une nouvelle gouvernance des jardins familiaux - Nouveaux critères d'attribution - Approbation**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite accélérer la création de jardins familiaux sur son territoire afin de répondre à la demande sociale de plus en plus forte. En effet, plus de 400 demandeurs sont en attente d'une attribution de parcelle alors que seule, en moyenne, une dizaine de parcelles se libèrent par an sur les 158 parcelles gérées par la Ville de Montpellier et réparties sur 3 sites : Les Grand-Grès, Le Rieucoulon et Malbosc.

Pour cela, la Ville de Montpellier propose de créer de nouvelles parcelles de 50 à 100 m<sup>2</sup> (au lieu de 120 m<sup>2</sup> actuellement) sur d'autres sites, sur la base d'un nouveau concept favorisant les équipements collectifs : pas de clôture interne entre les parcelles, point d'eau, composteur, verger, mobilier de rangement des outils, espaces de convivialité et verger collectifs. Ce nouveau format qui a démontré son bon fonctionnement dans de nombreuses collectivités, permet de réduire les coûts de réalisation de plus de 50%.

Dès cette année, la Ville de Montpellier prévoit de créer 70 à 120 parcelles supplémentaires sur deux sites : l'agri-parc du Mas Nouguier et sur un terrain adossé à la cité HLM de Richemont dans le quartier Croix d'Argent.

La nouvelle organisation technique et spatiale proposée nécessite de revoir la gouvernance de gestion de ce dispositif, en se rapprochant du modèle existant sur les jardins partagés avec la présence d'une structure associative entre la Ville et les locataires de parcelles. Pour la mise en place de cette nouvelle gouvernance,

la Ville de Montpellier est assistée par la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs (FNJFC).

Cette nouvelle gouvernance se traduira par la création sur chaque site d'une structure associative composée par les bénéficiaires de parcelles. Les missions principales de ces structures associatives seront l'animation et la gestion du site, en favorisant les activités collectives. Une convention et un règlement intérieur lieront chaque structure associative à la Ville qui sera garante de la transparence et du bon fonctionnement du nouvel dispositif. Ces conventions seront approuvées en Conseil municipal.

Parallèlement, la Ville de Montpellier souhaite revoir les critères et modalités d'attribution des parcelles sur les bases suivantes. Tout candidat souhaitant bénéficier d'un jardin familial devra :

- habiter Montpellier sans critère d'un minimum de nombre d'années ;
- ne pas posséder de jardin.

D'autres critères seront mis en réflexion après consultation des bénéficiaires actuels et des futures associations gestionnaires comme par exemple le critère de proximité.

Un seul jardin sera attribué par foyer avec une mise à disposition temporaire pour une année renouvelable par tacite reconduction. Le bénéficiaire devra adhérer obligatoirement à la structure associative mise en place sur chacun des sites. Chaque année la structure associative communiquera à la Ville de Montpellier la liste à jour des bénéficiaires de parcelle.

La Ville continuera à être destinataire des demandes qu'elle communiquera aux structures associatives après vérification des critères d'éligibilité. L'attribution ne se fera plus par tirage au sort mais par ordre d'arrivée.

Une commission d'attribution et de gestion des jardins familiaux, présidée par l'adjointe déléguée à la politique alimentaire et à l'agriculture urbaine, réunissant les associations de jardins familiaux ainsi créées, sera mis en place. Elle se réunira au moins une fois par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise en place de ce nouveau format et de gouvernance de jardins familiaux ;
- d'approuver la mise en place des nouveaux critères et modalités d'attribution ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 avril 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210412-157142-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 23/04/21  
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.